



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des territoires**

**Arrêté préfectoral de mise en demeure à l'encontre de la société USSO située à Lespinasse  
(31150), route de la plage**

Le préfet de la région Occitanie,  
préfet de la Haute-Garonne,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, et en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.511-2 et L.514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 avril 2005 délivré à la société USSO ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 5 août 2021 relatif à la visite d'inspection du 3 août 2021 de l'installation exploitée par la société USSO, sise route de la plage à Lespinasse ;

Considérant que lors de sa visite du 3 août 2021, l'inspection des installations classées a constaté un fort empoussièrement du silo nommé extension au niveau des descentes du grain, passerelles et au niveau des parois de l'aire de chargement/déchargement ;

Considérant que ces constats constituent des manquements à l'alinéa 1 de l'article 6.2.4 de l'arrêté préfectoral du 29 avril 2005 sus-visé ;

Considérant que le non-respect de certaines dispositions réglementaires porte atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu, conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure la société USSO de respecter les prescriptions applicables à l'installation ;

Considérant que le rapport de l'inspection des installations classées a été porté à la connaissance de la société USSO le 11 août 2021 afin qu'elle puisse formuler ses observations dans un délai de 15 jours ;

Considérant que la société USSO n'a pas transmis d'observations au terme du délai imparti ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,

Arrête :

Art. 1er – La société USSO, exploitant des installations de stockage de céréales, route de la plage à Lespinasse (31150), est mise en demeure de respecter, **sous 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions suivantes de l'arrêté préfectoral du 29 avril 2005

sus-visé :

- alinéa 1 de l'article 6.2.4 relatif au nettoyage des installations en nettoyant le silo nommé extension au niveau des descentes du grain et passerelles et les parois de l'aire de chargement/déchargement .

Art. 2. – À défaut d'exécution dans les délais impartis à l'article 1, il est fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

Art. 3. – Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Art. 4. – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours de plein contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>.

Art. 5. – En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Haute-Garonne pendant une durée minimale de deux mois.

Art. 6. – Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie et le directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société USSO.

Fait à Toulouse, le 17 SEP. 2021

Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Secrétaire Général  
D. SLAGNON